

Etats-Unis Donald Trump ou la diplomatie du chaos

Isolationniste, nationaliste, réaliste malgré lui et impulsif, le président des Etats-Unis secoue l'ordre mondial depuis son élection, il y a un an. Alors que son équipe est minée par les dissensions et les incohérences, ses Tweet intempestifs accentuent les effets de son imprévisibilité

MARC SEMO
ET GILLES PARIS
WASHINGTON - correspondant

America first!»: c'était son credo pendant la campagne et, depuis sa victoire à l'élection présidentielle le 8 novembre 2016, Donald Trump n'a cessé de le marteler. Aujourd'hui, neuf mois après son installation à la Maison Blanche, le 20 janvier 2017, les Etats-Unis n'ont jamais été aussi isolés sur la scène internationale, en butte à une défiance croissante de la quasi-totalité de leurs alliés, inquiets de les voir abandonner ce rôle de « leader du monde libre » qui était le leur depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Le candidat Trump n'avait cessé de pourfendre les Nations unies et le système multilatéral en vigueur depuis 1945. Il avait dénoncé les alliances, à commencer par le traité de l'Atlantique Nord (OTAN), aussi « obsolète » que coûteux, subordonnant sa survie à l'engagement de ses membres européens à payer davantage. Il avait éructé contre l'accord sur le nucléaire iranien ainsi que contre divers traités commerciaux, responsables à ses yeux de la perte d'emplois aux Etats-Unis.

Le président Trump a été contraint de corriger un peu le tir, au moins dans la forme. Il a rassuré les Européens, notamment ceux de l'Est, sur l'engagement de Washington dans l'OTAN face à la menace russe. Il a aussi rassuré Tokyo et Séoul sur la réalité de la protection américaine face à Pyongyang. Mais pour l'essentiel, il est resté le même : impulsif, narcissique et provocateur, au grand dam de ceux qui espéraient qu'il se « présidentialiserait » peu à peu. Ses conférences de presse, lors des visites de responsables étrangers à Washington, tra-

hissent un manque d'intérêt pour les dossiers qui tranche avec la méticulosité de son prédécesseur démocrate, Barack Obama.

Ses Tweet assassins et ses déclarations enflammées se succèdent. En neuf mois, les Etats-Unis se sont retirés d'un projet de libre-échange avec des pays riverains du Pacifique (Partenariat transpacifique, TPP), de l'accord de Paris sur le climat, de l'Unesco. Le 13 octobre, le président a dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien, sans s'en retirer – une décision qu'il laisse au Congrès.

Après des semaines de confusion sur la composition de son équipe, le président américain s'est entouré de personnalités respectées sur les questions stratégiques et internationales.

Pour la plupart, il s'agit de généraux tels qu'Herbert McMaster, son conseiller à la sécurité nationale, James Mattis, secrétaire à la défense, et John Kelly, passé de la sécurité intérieure à la fonction de chef de cabinet de la Maison Blanche. L'ancien patron d'Exxon-Mobil, Rex Tillerson, dirige pour sa part le département d'Etat. Ces hommes sont avant tout des « réalistes », décidés à affirmer la puissance américaine quand c'est nécessaire. Mais le président ne les écoute guère.

« Le seul point sur lequel Donald Trump a tenu parole jusqu'ici est celui de son imprévisibilité », ironise l'ancien ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine. Une enquête menée en juin par le think tank américain Pew Research Institute, dans 37 pays, a montré que le nouveau locataire de la Maison Blanche suscite la défiance de 74 % des personnes interrogées, avant tout en raison de son arrogance et de son intolérance. Il obtient les plus bas taux de confiance en Europe, notamment en Allemagne (10 %) ou en France (14 %). Il n'y a qu'en Israël et en Russie qu'une partie consistante de l'opinion (respectivement 49 % et 53 %) juge favorablement le 45^e président américain.

Le « jacksonien »

La première initiative de Donald Trump en politique internationale après son installation à la Maison Blanche fut d'annoncer le retrait américain de l'Accord de partenariat transpacifique, qui avait été signé avec onze pays de la région Asie-Pacifique et représentait quelque 40 % de l'économie mondiale. Une aubaine pour la Chine qui, n'étant pas partie à l'accord, se retrouve en position de force. Un cas d'école. « Donald Trump se revendique comme un pragmatique, mais il agit de façon idéologique, même si son idéologie n'est pas structurée », relève Laurence Nardon, spécialiste des Etats-Unis à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et coordinatrice avec Thomas Gomart de l'ouvrage collectif paru début novembre *Trump un an après. Un monde à l'état de nature ?* (Etudes de l'IFRI). « Ces retraits des traités, à commencer par celui du TPP, sont contraires aux intérêts mêmes des Etats-Unis. Mais Trump a décidé de rester dans la veine populiste qui lui a fait gagner l'élection. »

Nombre d'experts de la politique américaine, dont Walter Russell Mead du Hudson Institute, n'hésitent pas à parler de « moment jacksonien », en référence au président Andrew Jackson, démocrate atypique qui occupa la Maison Blanche entre 1829 et 1837 et fut le véritable fondateur du populisme outre-

**« DONALD TRUMP
SE REVENDIQUE
COMME UN
PRAGMATIQUE,
MAIS IL AGIT
DE FAÇON
IDÉOLOGIQUE »**

LAURENCE NARDON
spécialiste des Etats-unis
à l'IFRI

atlantique, ainsi que le héraut d'un repli américain. Pas question en effet pour M. Trump de défendre un « exceptionnalisme » de la politique étrangère américaine, considéré comme de la vanité et qui obligerait à faire preuve d'une quelconque exemplarité.

La liste des traités que le nouveau locataire de la Maison Blanche a quittés, ou menace de quitter, est longue. « *La politique étrangère de Trump a trouvé son thème : la doctrine du retrait* », note Richard Haass, président du think tank Council on Foreign Relations. Le 1^{er} juin, Trump se retire de l'accord sur le climat, parce qu'il est « injuste » et permettrait aux autres pays de prendre l'avantage, selon lui, sur l'industrie américaine... Le retrait ne sera pourtant effectif qu'en 2020. Quand il menace de remettre en cause l'Accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada (Alena), c'est parce que cet accord a contribué à délocaliser des millions d'emplois industriels.

L'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale sont dans son viseur pour les mêmes raisons. Ce choix peut être autant idéologique que financier, tout comme pour l'Unesco, dont Washington s'est retiré en octobre, évoquant les « préjugés anti-Israéliens » de l'organisation. Ce retrait, qui ne sera effectif qu'en décembre 2018, est surtout symbolique : depuis 2011 et l'admission de la Palestine, les Etats-Unis y ont déjà arrêté toute contribution financière.

En revanche, quand il s'agit d'accords sur des questions stratégiques ou sécuritaires, Trump se montre plus prudent. En témoigne son attitude envers l'accord de juillet 2015 entre les 5 + 1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) et l'Iran, gelant et mettant sous contrôle international le programme nucléaire de Téhéran. Après l'avoir « certifié » à deux reprises, il a finalement refusé de le faire une troisième fois, renvoyant la décision au Congrès. Mais tout en continuant de vitupérer contre « *ce pire accord jamais signé* », il s'est bien gardé de lui donner le coup de grâce.

Le nationaliste

Lors de son véhément discours à l'Assemblée générale des Nations unies, le 19 septembre, Donald Trump a pourfendu le « *démolitionnisme* » de l'Iran et menacé de « *destruction totale* » la Corée du Nord si elle utilise l'arme nucléaire, tout en exposant sa vision du monde. A vingt et une reprises, il a employé le mot « *souverain* » ou « *souveraineté* », pilier avec « *la sécurité* » et « *la prospérité* » d'un ordre mondial « *fondé sur le grand réveil des nations* ». « *En tant que président des Etats-Unis, je mettrai toujours l'Amérique en premier, tout comme vous, en tant que leaders de vos pays, mettez toujours et devez toujours mettre vos pays en premier* », a-t-il lancé. « *Donald Trump n'est pas un isolationniste*, souligne Laurence Nardon. *Son nationalisme est celui d'une Amérique qui souhaite se retirer des affaires du monde, mais qui n'hésite pas à intervenir quand ses intérêts sont en jeu.* »

Cette thématique recoupe largement celle exposée par son conseiller économique Gary Cohn et le secrétaire à la défense, James Mattis, dans une tribune au *Wall Street Journal* publiée le 31 mai, à l'issue du premier périple de M. Trump au Moyen-Orient et en Europe. Les deux hommes y présentent le monde « *tel une arène où les nations, comme les acteurs non étatiques, sont en compétition pour gagner l'avantage* ». Un monde « *hobbesien* ».

Dans cette logique, le président des Etats-Unis n'a que mépris pour l'Union européenne, dont il ne comprend pas la logique. Il abhorre tout ce qu'elle implique en matière de délégation volontaire de souveraineté. D'où son enthousiasme pour le Brexit. Jamais les relations n'ont été aussi mauvaises avec les Européens, et en particulier avec l'Allemagne. « *Nous devons prendre notre destin en main ; le temps où nous pouvions nous reposer sur d'autres est en partie révolu* », réagissait en juin la chancelière allemande, Angela Merkel.

Les liens anciens entre Washington et ses alliés transatlantiques ne sont certes pas encore rompus, mais Trump n'a plus vraiment d'amis en Europe, même si Emmanuel Macron a fait le pari d'un « *achat à la baisse* », surjouant la proximité personnelle, notamment lors de la visite de Trump pour le 14-juillet à Paris. Selon Bertrand Badie, professeur à Sciences Po, « *les deux seuls vrais soutiens de Trump dans l'arène internationale, partageant ses objectifs tactiques et stratégiques au Moyen-Orient, sont Israël et l'Arabie saoudite* ».

Trump est convaincu que la puissance militaire et économique des Etats-Unis est suffisante pour leur permettre de faire ce qu'ils veulent, d'où son dédain pour les alliances. Au contraire de son prédécesseur républicain, George W. Bush, qui cherchait malgré tout à créer une coalition la plus large possible.

L'impulsif

De son propre aveu, les images des enfants morts asphyxiés de Khan Cheikhoun, petite localité rebelle du nord de la Syrie, bombardée le 4 avril au gaz sarin par l'aviation de Bachar Al-Assad (83 morts), l'ont bouleversé. « *Cette attaque a eu un grand impact sur moi, c'était horrible* », a expliqué Donald Trump en annonçant avoir ordonné, le lendemain, une frappe ciblée sur la base syrienne d'où avaient décollé les avions. L'émotion du président américain était probablement réelle, tout autant que sa volonté de se démarquer de son prédécesseur Barack Obama qui avait renoncé, en août 2013, à faire respecter sa « *ligne rouge* » et à punir Damas pour avoir utilisé l'arme chimique contre sa propre population.

Jusqu'à ce jour, la question syrienne n'intéressait guère le président américain au-delà de la lutte contre les djihadistes. « *Je n'aime pas Assad, mais Assad tue l'Etat islamique* », expliquait-il auparavant. En le bombardant, il a voulu montrer sa force. C'est en recevant le Chinois Xi Jinping dans sa résidence de Floride et en dégustant à ses côtés « *le plus beau des gâteaux au chocolat* », qu'il donna l'ultime feu vert. « *Je lui ai dit que nous venions de lancer 59 missiles... Il a demandé au traducteur de répéter* », a raconté Trump, assurant que son invité l'avait approuvé. Alors que tout devait opposer Trump à son homologue chinois, l'envergure de cet autocrate, populiste à sa manière, a au contraire rapproché les deux hommes, au-delà de contentieux économiques clairement identifiés.

Washington avait au préalable averti Moscou de son bombardement ainsi que, par ricochet, Damas. C'était un avertissement. Depuis, le régime syrien n'a plus utilisé de gaz sarin. Ce ne fut pas pour autant un tournant dans la guerre, et la politique de l'administration américaine en Syrie, au-delà de la lutte contre le terrorisme, reste illisible.

La constance n'est pas le fort de Donald Trump. Il revendique d'agir « *à l'instinct* », ce qui explique ses obsessions sur certains dossiers, à commencer par le danger représenté par l'Iran au Proche-Orient. Ses liens forts avec le premier ministre israélien Benjamin

Nétanyahou comme avec la monarchie saoudienne le confortent dans cette lecture des déséquilibres régionaux.

Le réaliste par défaut

Après avoir promis pendant sa campagne la rupture avec ses prédécesseurs, à commencer sur le nucléaire iranien, Donald Trump a été contraint plus d'une fois de se raviser. Il s'est ainsi résigné en octobre à une rupture en trompe-l'œil sur l'accord iranien en confiant le dossier au Congrès. Quant au rapprochement historique avec Cuba, commencé par son prédécesseur, il n'a été que freiné.

Après avoir esquissé une remise en cause du principe d'une « *Chine unique* », matérialisée par une conversation téléphonique avec la présidente de Taiwan, Tsai Ing-wen, avant d'accéder à la Maison Blanche, le président a fait machine arrière pour apaiser Pékin. Il a aussi fini par changer d'avis sur l'Afghanistan, où il a accepté en août d'envoyer des renforts à la demande des militaires. « *Mon instinct était de partir, a-t-il reconnu. Mais j'ai appris dans le bureau Ovale que tout est plus compliqué et mes conseillers m'ont convaincu qu'il fallait rester.* »

Au long de sa campagne et après sa prise de fonctions, Donald Trump a plaidé pour un nouveau « *reset* » (remise à zéro) avec la Russie, contestant ouvertement l'analyse du renseignement qui avait conclu à des interférences russes dans la présidentielle américaine. Les soupçons, étayés par des enquêtes, notamment parlementaires, l'ont cependant empêché d'avancer dans cette direction. L'unique entretien bilatéral avec son homologue russe, en marge du sommet du G20, en juillet à Hambourg, n'a pas abouti à une percée. Les expulsions réciproques de diplomates au cours de l'été ont, au contraire, témoigné de la défiance qui perdure entre les deux pays.

A plusieurs reprises, notamment devant l'Assemblée générale de l'ONU, le président américain a assuré être mû par un « *réalisme fondé sur des principes* ». Ce que conteste Stephen Walt, professeur en relations internationales à la Kennedy School of Government de Harvard et théoricien du réalisme en politique étrangère. « *Les réalistes s'efforcent toujours d'améliorer la position de pouvoir relatif d'une nation*, explique M. Walt. *Contrairement à la vision de Trump, cet objectif est souvent favorisé par la coopération avec d'autres pays, rarement en se montrant belliqueux et en cherchant la bagarre. Ironiquement, Trump donne à ses adversaires, et surtout à l'Iran, l'occasion d'apparaître comme beaucoup plus raisonnables et rationnels. Pour cette raison, tous les réalistes que je connais pensent que Trump est un désastre.* »

Le narcissique

Donald Trump aime qu'on l'aime. Les psychologues glosent sur cette personnalité souvent présentée comme infantile et narcissique – la dimension personnelle joue un rôle-clé dans les relations avec ses homologues étrangers. Emmanuel Macron l'a bien compris. Donald Trump ne cesse de parler de son « *ami* » français, atypique comme lui. Il lui a même fait parvenir des coupures de presse évoquant leurs bonnes relations, surlignées en jaune et annotées de grandes exclamations : « *It's true!!!!!!* » (« *C'est vrai!* ») « *Mon objectif est de le réancrer dans cette amitié franco-américaine, qui contribue à défendre nos valeurs de démocratie et de liberté* », explique le président français, qui n'a pas, pour autant, réussi à le faire changer d'avis, ni sur l'accord sur le climat, ni sur le nucléaire iranien.

La dynastie saoudienne a également mis à

profit ce narcissisme en réservant au président américain un accueil royal, auquel il a visiblement été sensible, lors de son premier déplacement à l'étranger, en mai. Le soutien apporté par la suite à Riyad par M. Trump dans sa querelle avec le Qatar a montré que l'investissement avait payé, y compris aux dépens de la médiation du secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson.

Donald Trump veut toujours être au centre de l'attention. Dans cette logique, son compte Twitter est devenu un outil politique et diplomatique de premier plan. Tant pis si ses messages contredisent à l'occasion les déclarations des responsables de son administration. Ces textes de 140 caractères sont la seule véritable addiction de ce septuagénaire qui ne boit ni ne fume. Avec des pointes aux petites heures de l'aube, selon le magazine *The Atlantic*, souvent en réaction au programme matinal de la chaîne Fox News. « *Ils sont bien ciselés, j'ai toujours été bon élève. Je suis quelqu'un qui*

réussit bien ce genre de choses », a-t-il expliqué sur la même chaîne, se félicitant de pouvoir ainsi contourner les grands médias qu'il juge hostiles, souvent à juste titre.

Ces messages créent cependant un effet de brouillage sur les positions de Washington. Comme au moment de la grande escalade verbale, au cours de l'été, entre le président américain et son homologue nord-coréen, Kim Jong-un. Ces diatribes sont souvent improvisées, truffées de fautes d'orthographe ou de syntaxe, contribuant à créer « *une politique de chaos* », selon le mot de l'ancien secrétaire d'Etat démocrate John Kerry.

Le provocateur

Pendant la campagne des primaires républicaines, Donald Trump avait frappé les esprits en dénigrant systématiquement ses adversaires, affublés de diminutifs désobligeants. Il n'a pas rompu avec cette habitude en accédant à la Maison Blanche. Le numéro un nord-coréen, Kim Jong-un, désigné désormais par l'expression « *Rocket man* » en référence à ses essais balistiques, a pu le constater.

Le penchant de Donald Trump pour les rodomontades a été vérifié plus d'une fois depuis qu'il occupe le bureau Ovale, notamment

vis-à-vis de la Corée du Nord à laquelle le président promettait en août « *le feu et la fureur* » en cas de provocations. Cette propension s'appuie sur un goût pour la puissance militaire que soulignent ses ambitions maintes fois répétées de modernisation d'un outil militaire qui reste, de loin, le premier au monde, en dépit des vicissitudes budgétaires.

La déstabilisation qu'affectionne le président et que traduit le recours intempestif à Twitter a été conceptualisée par Rex Tillerson comme une « *action forçant les événements* ». Ce faisant, le président des Etats-Unis affaiblit le mantra reaganien de la *realpolitik* qu'il revendique pourtant comme boussole : celui de « *la paix par la puissance* » qui figure, depuis 1980, dans les programmes présidentiels républicains. Les gesticulations et les menaces constantes érodent en effet l'effet dissuasif du recours à la force.

Le businessman

« *C'est un chef d'entreprise qui raisonne avant tout en fonction du rapport coût/bénéfice. Mais ce passé de patron fait aussi qu'il n'arrive pas à admettre l'existence de contre-pouvoirs et qu'il n'est pas seul maître à bord* », explique un

haut diplomate français, stupéfait à la fois par la cordialité mais aussi par l'obsession comptable du président américain, lors de son premier contact avec son homologue français.

Une vie d'entrepreneur libre de toute forme de contrôle, son empire immobilier n'étant pas coté en Bourse, ne constituait manifestement pas la meilleure préparation pour la fonction suprême. L'extrême personnalisation du pouvoir et l'entretien de pôles d'influence parfois antagonistes ont été bénéfiques à la Trump Organization. Il en va autrement à la Maison Blanche et notamment en politique internationale, dans laquelle son gendre, Jared Kushner, et sa fille, Ivanka Trump, jouent un rôle non négligeable.

Le président, comme pris de court par sa victoire, n'a cessé d'accumuler les retards dans la constitution de son équipe, en particulier pour les nominations des responsables chargés de répercuter les décisions américaines et de déchiffrer les intrigues de Washington auprès des alliés des Etats-Unis. La décision

de réduire drastiquement les moyens du *soft power* incarné par le département d'Etat au profit des militaires a aussi déséquilibré l'outil diplomatique américain. L'isolement de Rex Tillerson a compliqué la situation.

L'OPA hostile opérée par M. Trump sur le camp républicain a aussi renforcé sa dépendance par rapport à un cercle familial omniprésent. Le choix de confier à son gendre, Jared Kushner, la délicate mission d'une ambitieuse paix israélo-palestinienne en témoigne, une nouvelle fois, aux dépens du secrétaire d'Etat.

Des jugements sévères ont d'ores et déjà été portés sur l'ébauche de la doctrine Trump. « *Refuser l'obligation de leadership [américain] sur la scène internationale, au nom d'un nationalisme bancal et fallacieux concocté par des gens préférant trouver des boucs émissaires plutôt que des solutions, est antipatriotique* », a lancé le 17 octobre le sénateur républicain John McCain. Ce dernier, ancien prisonnier de guerre au Vietnam considéré comme un « *faucon* » en politique étrangère, est une figure reconnue au Congrès pour son expertise dans les questions internationales et militaires. « *Nous perdons confiance dans l'économie de marché et le commerce international, en oubliant que les conflits, l'instabilité et la pauvreté sont les conséquences du protectionnisme* », renchérisait, deux jours plus tard, le prédécesseur conservateur de M. Trump, George W. Bush. Deux avis de décès d'une politique étrangère républicaine classique, déjà passée par pertes et profits. ■

**« MES TWEET
SONT BIEN CISELÉS,
J'AI TOUJOURS
ÉTÉ BON ÉLÈVE.
JE SUIS QUELQU'UN
QUI RÉUSSIT BIEN
CE GENRE
DE CHOSES »**

DONALD TRUMP
président des Etats-Unis

Ben Rhodes « Plus Trump sera isolé, plus il sera tenté d'amorcer des conflits »

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR GILLES PARIS

WASHINGTON - correspondant

Conseiller diplomatique et plume du président américain Barack Obama pendant ses deux mandats (2008-2016), Benjamin J. Rhodes a joué un rôle important, notamment dans la normalisation des relations avec Cuba. Rencontré par *Le Monde* et plusieurs autres journaux européens, il livre son analyse sur la diplomatie de Donald Trump.

Comment caractériser la politique étrangère de Donald Trump ?

On peut la voir comme une série de positions politiques avec une tentative de rationalisation, mais aucune cohérence ne structure l'ensemble. Il y a des tendances : d'abord, Trump prend en général la direction opposée de ce qu'avait fait Obama ; ensuite, il existe une volonté réelle, celle d'un désengagement vis-à-vis d'un ordre international que [l'administration Obama] avait contribué à établir pendant huit ans ; il y a enfin la manière dont sont conduites les guerres au Proche-Orient, où se manifeste l'influence de militaires tels que James Mattis [secrétaire à la défense et ancien général des marines], de John Kelly [chef de cabinet de la Maison Blanche et général à la retraite] et d'Herbert McMaster [militaire et conseiller à la sécurité nationale]. Ailleurs règne le chaos de Trump.

Vous attendiez-vous à cela ?

Compte tenu des déclarations de Trump pendant sa campagne et lors de la transition, oui, je m'y attendais. Sauf que c'est pire ! On avait anticipé son hostilité aux initiatives d'Obama et au multilatéralisme en général. Cette idéologie « *America first* » empoisonne une partie de la politique étrangère américaine. Ce que nous n'avions pas vu venir, en revanche, c'est à quel point il affaiblirait le département d'Etat et le gouvernement. C'est arrivé très vite, avec des conséquences importantes. J'ai été surpris par les relations, de plus en plus tendues, entre Trump et Rex

Selon l'ex-conseiller diplomatique de Barack Obama, le manque de cohérence en politique étrangère de Donald Trump, en partie généré par une recherche de soutiens dans l'opinion publique, est porteur d'un risque de guerres

Tillerson [son chef de la diplomatie et ex-PDG du géant pétrolier ExxonMobil]. Tout cela fait que, dans de nombreuses parties du monde, les Etats-Unis ne sont plus en mesure d'exprimer des positions.

Quelles sont, selon vous, les conséquences de cet affaiblissement ?

Les pays européens n'attendent plus de Washington qu'il trace les grandes lignes d'une politique étrangère occidentale. Ils font leurs choix indépendamment des Etats-Unis, comme sans doute jamais auparavant. Cela concerne les grandes décisions, comme celles qui relèvent d'une certaine routine. Définir ensemble une stratégie sous leadership américain en Ukraine, ou pour la lutte contre le terrorisme. Vu l'imprévisibilité de Trump, son approche non orthodoxe, ou encore l'absence de diplomates en place, cette coordination n'est plus vraiment possible. Il y a aussi un vide dans les structures internationales telles que le G20 ou le G7, où les Etats-Unis avaient pris l'habitude de montrer la direction. Cette absence d'engagement fort a ainsi des conséquences considérables sur le dossier de la Corée du Nord. Cela affecte nos alliés sud-coréens et japonais. Par le passé, les Etats-Unis n'agissaient pas sans avoir averti leurs alliés. Ce n'est plus le cas et cela crée une grande anxiété, notamment en Corée du Sud.

Il faudra attendre des années pour mesurer les conséquences des coupes budgétaires visant nombre de programmes qui, notamment en Afrique, sauvaient des vies. Mais déjà, derrière le « *Trump drama* », on perçoit un retrait graduel américain. Celui-ci va accélérer des processus en cours : la confiance croissante de la Chine, l'indépendance renforcée des pays européens, des arrangements alternatifs recherchés par nos alliés asiatiques. Ce qui aurait dû prendre des décennies va se produire en quelques années parce que nos alliés vont considérer que Trump n'est pas un partenaire sûr.

Que pensez-vous de l'attitude du secrétaire d'Etat Rex Tillerson ?

Je ne comprends pas ce qu'il fait. Je comprends que, dans sa situation délicate face à Trump, il soit obligé de recalibrer son discours. Mais alors que d'habitude tout secré-

taire d'Etat commence par s'assurer du soutien de son administration en prenant sa défense, Rex Tillerson, en acceptant des coupes budgétaires sévères et en laissant des postes-clés vacants, a, au contraire, perdu sa confiance. Il était faible dès le départ, car Trump préfère les militaires. Mais il s'est encore affaibli en minant sa propre institution. Je ne vois pas comment il pourrait rester longtemps à ce poste. Son comportement est curieux, d'autant que l'homme a un passé de manager. Ne pas parler à la presse, alors que la voix de Washington est attendue sur nombre de sujets, finit par donner l'impression que les Etats-Unis se désintéressent du monde.

Est-ce dangereux ?

Oui. Dans cette Maison Blanche version Trump se succèdent des minidrames qui pourraient même paraître comiques. On y parle de la Corée du Nord ou de l'Iran comme on évoque le mouvement de protestation de la National Football League. Mais dans le dossier iranien et, plus encore, nord-coréen, la rhétorique de Trump ne peut conduire qu'à une action militaire, qui serait catastrophique. Dans le cas de l'Iran, il a décidé de « *décertifier* » l'accord de Vienne [signé le 14 juillet 2015, il vise à empêcher la République islamique de se doter de la bombe nucléaire, tout en prévoyant une levée graduelle des sanctions] sans autres arguments que ceux tenus lors de sa campagne et parce qu'il a un compte à régler avec Obama. Ce faisant, il risque de déclencher une deuxième crise nucléaire – avec le danger de voir l'Iran relancer son programme –, une confrontation militaire, voire une rupture entre les Etats-Unis et leurs alliés, sans parler de la Russie et de la Chine, s'il essayait d'imposer de nouveau des sanctions.

On peut se dire : « Voilà encore une folie que Trump dit qu'il va faire ; heureusement, ses généraux feront en sorte de l'éviter »... Mais les actions ont toujours des conséquences et, en matière de politique étrangère, celles-ci prennent du temps avant de se matérialiser. C'est ce que dit Bob Corker [le président de la commission des affaires étrangères du Sénat] : Trump agit de façon non rationnelle et, s'il va trop loin, cela pourrait conduire à des catastrophes.

Quelle influence les militaires ont-ils

sur la politique étrangère de Trump ?

Connaissant l'état d'esprit des militaires de ce pays, je peux comprendre qu'ils soient attachés à rester dans l'entourage du président. Ils veulent peser sur les conflits en cours. Mais si leur objectif est de contenir Trump, huit ans de service auprès du président m'ont appris que c'est lui qui a le dernier mot. On l'a vu concernant l'accord de Paris sur le climat [à propos duquel Donald Trump a annoncé le désengagement américain]. On le voit sur l'Iran. On sait ce qu'en pensent les militaires, mais c'est Trump qui choisira. Il y a par ailleurs un risque à avoir des militaires occupant des fonctions généralement réservées à des civils : notre système n'a pas été conçu pour ça.

De quels soutiens Donald Trump dispose-t-il ? Est-il seul ? Où sa force réside-t-elle ?

Je ne dis pas qu'une guerre avec la Corée du Nord ou avec l'Iran est probable, mais je dis que ce risque existe, et qu'il est plus grand qu'il ne le devrait. Je suis inquiet, car la politique étrangère est le domaine où le président américain détient le plus de pouvoirs. En politique intérieure, il est limité par le Congrès, les juges... En revanche, le chef de l'Etat peut bombarder des pays sans demander l'avis du Congrès, même si, en théorie, il en a l'obligation.

Imaginons que je sois Trump et que je constate que mon programme législatif est au point mort, que la justice me bloque... Je peux alors me tourner vers la politique étrangère, invoquer la sécurité nationale et amorcer un conflit avec la Corée du Nord, avec l'Iran, une guerre commerciale contre la Chine, ou envisager un retrait du traité de libre-échange avec le Canada et le Mexique. Plus Trump sera isolé, plus il sera tenté d'aller dans cette direction. Des changements de responsables peuvent renforcer cette tendance : par exemple, si Nikki Haley [actuelle ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU] venait à remplacer Rex Tillerson au département d'Etat, les garde-fous s'en trouveraient diminués.

En quelque sorte, cette administration voudrait sa guerre...

Selon moi, les généraux autour de Trump ne veulent pas d'autres guerres, mais ils veulent mener celles en cours de façon plus agressive. [Sous l'administration Obama, alors qu'il était général des marines, puis patron du commandement central des Etats-Unis, Centcom], Mattis était le plus « faucon » sur le dossier iranien, mais il reste attaché à l'accord [de Vienne] signé avec l'Iran, parce qu'il sait qu'il permet d'être plus efficace en Afghanistan. Trump, lui, aime effrayer les gens, s'entourer

de militaires, rassembler autour du drapeau, et une guerre permet tout cela.

Je ne dis pas que cela va arriver, mais Trump peut y voir l'opportunité de mobiliser sa base et, malheureusement, l'actualité mondiale regorge de ce genre d'opportunités. Autre exemple : la façon dont Trump a évoqué la possibilité d'une intervention militaire au Venezuela était très étrange ! Personne autour de lui n'avait mentionné cette option, le fait qu'il la mentionne spontanément, qu'il parle d'un « problème » et du recours éventuel aux « troupes » américaines est inquiétant. Cela montre qu'il manifeste très peu d'intérêt, voire aucun, pour l'outil diplomatique. Cela revient en effet à voir les problèmes comme des clous. Et, étant donné que les Etats-Unis possèdent un gros marteau, autant s'en servir.

Bombarder la Syrie [début avril] a été l'action qui lui a sans doute valu le plus d'éloges. Même si l'on estime que c'était la bonne décision, le fait qu'il n'y ait eu aucune réflexion sur l'après m'a surpris. Pareil lors de l'annonce des renforts en Afghanistan. Avec Obama, il y aurait eu des questions sur le coût, les objectifs... Avec Trump, il n'y a eu quasiment aucune critique. Cela peut l'amener à la conclusion que les décisions de ce genre sont celles qui lui apportent le plus de soutiens. ■

« Le Parti républicain est de plus en plus blanc »

Rod Dreher, auteur influent auprès des conservateurs chrétiens, considère Donald Trump comme un danger pour l'avenir du pays. Il prône un renouveau spirituel et culturel

Entretien

L'essayiste américain Rod Dreher est l'une des figures de proue de l'intelligentsia conservatrice chrétienne aux Etats-Unis. Il tient un blog très fréquenté sur le site de la revue *The American Conservative*, et vient de publier *Comment être chrétien dans un monde qui ne l'est plus : le pari bénédictin* (Artège, 376 p., 20,90 euros).

Un an après son élection, quel regard portez-vous sur Donald Trump ?

Lors de la course à l'investiture républicaine, j'ai cru, comme beaucoup, que Trump serait battu. Idem au cours de la campagne présidentielle. Tout au long de l'année, nous avons cru que la rage et l'incompétence de Trump feraient capoter son gouvernement. Cela ne s'est pas produit, et on doit admettre que cela ne se produira pas.

Trump fait des choses que l'on croyait impensables pour un président américain, sans que cela lui soit dommageable. Des élus républicains du Congrès choisissent actuellement de quitter Washington plutôt que de continuer à travailler dans une telle atmosphère. Le Parti républicain est maintenant le parti de Trump, et donc un parti de plus en plus blanc. Les démocrates s'enfoncent

dans une politique radicale et identitaire. Et le centre s'effondre. Il est difficile pour moi d'imaginer ce qui pourrait réunifier le pays. Trump est un symptôme davantage que la cause. J'ai très peur de l'enquête menée par le procureur spécial Robert Mueller. Il est possible qu'il découvre que de graves crimes ont été commis. Si c'est le cas, la justice devra faire son travail. Mais si le Congrès refuse de destituer Trump, il perdra toute autorité. S'il le destitue, seul Dieu sait ce qui arrivera aux Etats-Unis, des dizaines de millions de supporters de Trump seront alors convaincus que c'était un coup d'Etat « soft ». Tout peut arriver ici. L'avenir semble très incertain.

Comment expliquez-vous son élection ?

En août 2015, ma femme et moi étions dans la petite ville de Louisiane où j'ai grandi, au chevet

de mon père qui était mourant. Une télévision avait été mise au pied de son lit afin qu'il puisse regarder Fox News. Un meeting de Donald Trump en Alabama était diffusé en direct. Ma femme et moi, nous nous regardions, médusés. Soudain, ma mère a dit : « Ce qu'il raconte est juste. »

Nous étions des membres d'une même famille, tous des chrétiens conservateurs, et pourtant nous ne vivions pas dans le même monde. Mes parents appartiennent à la classe ouvrière et ils ont le sentiment que les choses ne vont pas dans

le bon sens, que le pays est en train de s'effondrer. Je leur ai dit : vous savez, Trump ne propose aucune solution, son discours en reste au niveau des émotions. Ce n'était pas grave. Quelqu'un devait faire preuve d'autorité.

Le succès de Trump s'explique par la crise que vivent les Etats-Unis, il y a un manque d'espoir, de solidarité. Il y a aussi de graves difficultés économiques. L'effondrement de la classe ouvrière blanche est sans doute l'enjeu le plus important du moment. La famille a également disparu. Dans ma ville, une dame m'a dit avoir assisté au cours de la dernière année à sept fêtes données pour des naissances de bébés, tous nés de mères célibataires qui avaient eu des enfants de différents hommes. Trump sait tirer parti de la confusion ambiante pour la projeter sur autre chose.

Où en est le mouvement conservateur aux Etats-Unis, selon vous ?

C'est une coquille vide. L'autopsie du Parti républicain montrera que ce qui l'a tué ce n'est pas Donald Trump, mais l'élite du parti. C'est elle qui a voulu la guerre en Irak, qui a, de concert avec les démocrates, mis en place les politiques à l'origine de la crise économique de 2008. C'est parce qu'il a défié l'élite du Parti républicain que Donald Trump l'a emporté. Les électeurs évangéliques l'ont soutenu. Certains l'ont fait à reculons, d'autres, pleine-

ment. La religion chrétienne risque d'en souffrir aux Etats-Unis, car lorsque le phénomène Trump s'épuise, l'opinion se retournera contre le mouvement chrétien en l'assimilant à ce président. Mais je ne peux pas être un démocrate, parce que ce parti déteste les conservateurs religieux. Ce parti a chassé de ses rangs les catholiques pro-vie.

Vous prônez, dans votre livre, le retour à la pratique religieuse et un moins grand engagement politique, alors que dans les années 1970, un électorat chrétien conservateur s'est affirmé et a transformé la vie politique

américaine. Le succès que vous rencontrez traduit-il une fatigue politique ?

Je crois, en effet, que les chrétiens devraient cesser d'accorder autant d'importance à la politique. On ne trouvera pas de solution politique à un problème culturel et spirituel. Les jeunes issus de familles chrétiennes qui voient leurs parents soutenir Trump en viennent à croire que le christianisme est une fraude. Ils ont tort, mais on peut comprendre qu'ils le pensent. J'espère que nous en sommes finalement arrivés au moment où la politique a perdu son prestige. Le Christ a dit : à quoi sert de gagner le monde si l'on perd son âme ? Au moment où les chrétiens conservateurs gagnaient tant de pouvoir politique au sein du Parti républicain, ils ne s'inquiétaient pas du recul de leur pratique religieuse. Les jeunes abandonnent aujourd'hui la religion chrétienne dans des proportions jamais vues auparavant. J'ai moi-même appartenu à ces milieux chrétiens conservateurs dans les années 1990 à Washington. Mais la guerre en Irak a réduit à néant mes convictions. Je pense que c'était un geste de Dieu. J'en suis devenu plus humble. J'en suis venu à me méfier de mes tendances à créer de fausses idoles, notamment en politique.

Donald Trump a nommé à la cour suprême un juge conservateur qui pourrait faire pencher la balance et permettre de renverser l'arrêt Roe vs Wade autorisant l'avortement. Ne faut-il donc pas plutôt croire que le conservatisme chrétien triomphe avec ce président ?

Si l'arrêt Roe vs Wade était renversé, tout ce que cela signifierait, c'est que la décision d'autoriser ou non l'avortement reviendrait aux Etats de l'union. La plupart feraient comme ce fut le cas pour le mariage entre personnes de même sexe, ils l'autoriseraient. Certains chrétiens croient qu'ils pourront obtenir un retour en arrière et l'interdiction du mariage gay, mais cela ne se produira pas. Plutôt que de combattre cette décision de la cour suprême, il faut aider les femmes qui ont choisi de garder leur bébé, leur apporter le soutien dont elles ont besoin. Concernant le mariage gay, il faut protéger nos institutions religieuses, afin qu'elles puissent continuer de refléter nos valeurs, mais il faut surtout être un bon exemple.

Qu'est-ce que les chrétiens conservateurs devraient faire, alors ?

Il faut opérer un retrait stratégique et faire ce que j'appelle le pari bénédictin, c'est-à-dire s'inspirer

**TRUMP FAIT DES CHOSES
QUE L'ON CROYAIT
IMPENSABLES POUR
UN PRÉSIDENT AMÉRICAIN,
SANS QUE CELA LUI SOIT
DOMMAGEABLE**

de la règle de saint Benoît. Nous devons appro-

fondir notre foi et ce qu'elle enseigne, ses rituels. Les chrétiens doivent préserver ce qui les distingue, quitte à prendre des distances avec le monde post-chrétien dans lequel nous vivons. Nous ne pouvons pas accepter une pleine assimilation. Je préfère être un bon chrétien qu'un bon consommateur. Le retrait que je prône vise à retrouver l'entraînement spirituel pour faire face au monde tel qu'il est. Il ne s'agit pas d'un repli derrière des murs, ou Internet. Aujourd'hui, les gens se replient dans la prison du soi.

Les familles chrétiennes et les paroisses doivent donc s'inspirer des monastères. Des endroits où un véritable amour, l'ordre et l'humanité prévalent, afin d'attirer ceux qui se sentent abandonnés par ce monde individualiste. J'ai visité une communauté en Italie, Tipi Loschi, où l'on pratique un catholicisme relativement orthodoxe. Ses membres n'expriment aucune colère envers le monde, ils sont pleins d'amour. Ils fréquentent la même église que les gens du coin, ils organisent pour leurs membres et ceux qui le souhaitent des lectures de la Bible, des dîners, des jardins. Ils ont leur propre école et font du bénévolat. Ils sont simplement heureux d'être catholiques. Je crois que nous devons créer des institutions locales qui nous aident à traverser les difficultés à venir.

L'espace public tel qu'il existe demande aux croyants de se départir de ce qui les définit en tant que tels. Nous vivons ce que le sociologue britannique Zygmunt Bauman (1925-2017) appelle « l'ère de la modernité liquide ». Selon lui, le succès que nous rencontrons dépend de notre capacité à nous défaire de nos engagements, de la facilité avec laquelle nous nous mouvons. Saint Benoît dénigre pour sa part que les moines gyrovagues sont sans attache et ne pensent qu'à eux-mêmes, exactement ce que prône notre époque. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER

Tourner le dos à Donald Trump encouragerait ses pires instincts

Charles Kupchan, professeur de relations internationales, estime que les alliés de l'Amérique ne doivent pas renoncer à travailler avec le président. Les Etats-Unis sont trop puissants pour être ignorés

Par CHARLES A. KUPCHAN

Donald Trump avance ses pions et entend bien appliquer son programme. Déterminé à traduire en actes son hostilité à l'égard de l'accord sur le nucléaire iranien, il a refusé de reconnaître que Téhéran respecte ses engagements et a pris des mesures qui pourraient conduire à l'annulation du pacte.

Confronté à la réticence du Congrès à abroger l'Obamacare, le président a déclaré qu'il était prêt à supprimer les allocations fédérales versées aux familles pauvres, une mesure susceptible de menacer la viabilité du programme.

**AU LIEU DE BATTRE
EN RETRAITE QUAND
ILS TRÉBUCHENT,
LES DÉMAGOGUES
REDOUBLENT
D'ARDEUR.
ET M. TRUMP EST
UN DÉMAGOGUE
QUI TRÉBUCHÉ**

L'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pourraient

bien être ses prochaines victimes, M. Trump semblant bien décidé à mettre en œuvre sa promesse d'instaurer le protectionnisme.

Agacés – à juste titre –, les partenaires des Etats-Unis se demandent si le moment n'est pas venu de renoncer à travailler avec Trump, ou de le contourner, voire même de travailler contre lui. Or une telle approche, même si elle est compréhensible, serait une erreur. Les Etats-Unis sont trop puissants et influents pour être ignorés.

Les alliés des Etats-Unis devraient au contraire prendre du recul et faire le point sur les derniers épisodes de la présidence Trump. Ils doivent accepter la pénible réalité : les quelques adultes présents à la Maison Blanche n'arrive-

ront pas à le dompter, et sa présidence, loin de s'améliorer, va empirer dans les mois qui viennent. Pourtant, au lieu de céder à la colère et à la frustration et de tourner le dos à M. Trump, les amis de l'Amérique devraient continuer à parler avec lui afin de refréner ses instincts destructeurs.

Nul ne devrait s'étonner que le milliardaire intensifie son populisme frénétique. Au lieu de battre en retraite quand ils trébuchent, les démagogues redoublent d'ardeur. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que M. Trump est un démagogue qui trébuche. Ses projets phares – réforme du système de santé, investissement dans les infrastructures, mur à la frontière mexicaine – sont au point mort. Il se querelle avec les membres de son propre gouvernement, vole dans les plumes de représentants éminents de son propre parti au Congrès, s'aliène l'un après l'autre les dirigeants mondiaux et va même jusqu'à insulter les veuves de soldats américains morts au combat. Depuis l'invention des sondages, aucun président n'a été aussi impopulaire que lui à ce stade de son mandat. Ses partisans lui restent farouchement loyaux, mais ils ne représentent qu'environ un tiers de l'électorat.

VERS DES SOLUTIONS SENSÉES

Face à cette consternante réalité, comment la communauté internationale doit-elle se positionner dans la perspective d'au moins trois années supplémentaires de tumultueuse présidence Trump ?

Tout d'abord, les partenaires des Etats-Unis doivent maintenir le dialogue avec lui en tentant d'influencer autant que possible son comportement. Le président américain est avide de respect et d'approbation ; le rejeter et l'isoler ne ferait qu'aggraver les choses.

Par ailleurs, un tel dialogue est susceptible de générer des résultats concrets. Car même lorsqu'il semble prêt à démanteler des politiques qu'il n'aime pas, M. Trump s'arrange généralement pour ménager une porte de sortie.

Au lieu de dénoncer purement et simplement l'accord avec l'Iran, il a confié au Congrès le soin de soupeser la validité de ses préoccupations. Il a annoncé

la fin du programme permettant aux *dreamers* (les « rêveurs », ces personnes entrées ou restées illégalement sur le territoire américain alors qu'elles étaient mineures) de demeurer aux Etats-Unis, mais a aussitôt ouvert le dialogue avec les démocrates pour examiner les possibilités de le préserver. Il a déclaré qu'il voulait abroger les subventions nécessaires au financement de l'Obamacare, mais a plus ou moins approuvé une proposition bipartite destinée à en préserver le financement. Et même si la Maison Blanche a fait part de son intention de se retirer de l'accord de Paris sur le climat, les Etats-Unis ne pourront officiellement le quitter avant 2020, ce qui laisse une certaine marge de manœuvre.

Il est impossible de savoir si ces à-coups permanents sont le signe d'une présidentielle inconstance ou s'ils font partie d'une habile stratégie de négociation. Mais tant que la porte de la négociation reste ouverte, les parties concernées devraient en franchir le seuil, car tourner le dos à M. Trump reviendrait à encourager ses pires instincts.

En deuxième lieu, dialoguer avec M. Trump n'implique pas de se plier à tous ses desiderata. Cela signifie au contraire tenter de l'orienter vers des solutions sensées, tout en restant ferme sur ses positions si cet effort échoue. Sur les questions de politique étrangère, les partenaires de l'Amérique

doivent coûte que coûte défendre l'accord avec l'Iran ; il n'y a pas d'alternative. Et le reste du monde a raison de défendre l'accord de Paris sur le climat, même si Trump l'a dénoncé. Et si ce dernier menace de retirer les Etats-Unis de l'OMC, il reviendra aux autres membres de cette organisation de défendre un ordre commercial fondé sur la réglementation. La communauté internationale, et en particulier l'Europe, doit faire en sorte que le prochain président américain n'entre pas en fonctions dans un monde occidental réduit en ruines.

Troisièmement enfin, les amis des Etats-Unis ne doivent pas laisser l'opposition populaire à M. Trump se transformer en un sentiment anti-américain. Si les dirigeants mondiaux restent décidés à travailler avec Trump chaque fois que cela est possible – mais aussi à collaborer avec l'administration américaine, le Congrès et les responsables aussi bien fédéraux qu'étatiques, les uns et les autres pouvant s'avérer de meilleurs partenaires que la Maison Blanche –, ils doivent s'assurer que leur électorat n'a pas tiré un trait sur les Etats-Unis. Sinon, il deviendrait illusoire de vouloir maintenir un sentiment de solidarité entre les démocraties atlantiques.

A en juger par le discours qu'il a prononcé devant les Nations unies en septembre, Trump a l'intention de nous ramener vers un monde dans lequel chaque pays ne se préoccupe que de lui-même. Faisons en sorte qu'il n'y parvienne pas. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)



Charles A. Kupchan est professeur de relations internationales à l'université de Georgetown et membre du think tank indépendant Council on Foreign Relations. Il a siégé au Conseil de sécurité nationale de 2014 à 2017.

Richard Ford « Nous ne reconnaissons pas la vérité qui nous crève les yeux »

Pour l'écrivain américain, les Etats-Unis vivent aujourd'hui dans un profond égarement et courent le risque de s'égarer pour de bon

Par RICHARD FORD

A voir Donald Trump pour président, c'est un peu comme de laisser ses gosses avoir de mauvaises fréquentations – les gosses étant en l'occurrence les électeurs américains. Livrés à une influence corruptrice, il est fort à craindre qu'ils fassent une bêtise, peut-être même une bêtise irréparable qui gâchera leur vie. Pourtant, c'est le risque sous-jacent qui est pernicieux, quoique moins flagrant. Le plus inquiétant en effet, c'est qu'ils en arrivent à considérer le mal et les mauvaises actions comme quelque chose de normal, d'acceptable voire de bon pour eux, et que, dans cette confusion, ils soient voués à s'égarer pour s'être délestés de leur boussole morale.

Evaluer les changements en mal que le président Trump a d'ores et déjà imposés à l'Amérique et au monde n'est pas un exercice difficile ; en dix petits mois, il a remis les Etats-Unis sur une voie qui ravagerait la planète à terme. Il a délibérément fait cause commune avec des xénophobes violents et des racistes débiles. Il a tenté – sans succès pour l'instant – de retirer de vive force à des millions d'Américains dans le besoin une assurance-maladie vitale pour eux. Il a fait de la menace nucléaire un jeu de stratégie aux mains de riches irresponsables. Il a menti comme un arracheur de dents sur presque tout ce qui relève des procédures standards de gouvernement. Et ce faisant, il a gommé la frontière qui sépare ce qui a eu lieu de ce qui n'a pas eu lieu – distinction cruciale qui permet à notre citoyenneté

de garder des fondements solides.

« DIRIGER LE PAYS COMME UNE ENTREPRISE »

Outre ces attaques, il menace avec constance de priver les femmes de la maîtrise de leur corps. Il s'applique à ignorer notre Constitution plutôt qu'à la comprendre. Il cherche à miner les garanties qu'elle représente contre le déni d'une protection égale pour tous par l'habeas corpus, l'établissement d'une théocratie, les châtiments cruels et inusités à l'encontre des plus fragiles de nos concitoyens (ceci n'étant qu'un échantillon aléatoire). Pour couronner le tout, ce matamore insulte et dénigre régulièrement nos rares héros militaires authentiques, tourne en dérision les découvertes scientifiques quand leurs données ne lui conviennent pas, et a peuplé ses cabinets d'incompétents et

d'industriels-larbins qui se targuent de diriger le pays comme une entreprise.

Le président Trump fait régulièrement valoir que le bilan de sa première année dépasse de loin celui de ses 44 prédécesseurs. Pourvu qu'on y entende une ironie grinçante, cette assertion est peut-être la seule qui soit exacte. La part démontrable de l'héritage Trump se décrypte, je l'ai dit, à l'œil nu.

Développons d'ailleurs au passage ce que signifie la formule « *diriger le pays comme une entreprise* » dont les Républicains se gargarisent si volontiers : on commence par traiter le contribuable-électeur comme un actionnaire infantile et anonyme auquel il faut raconter des histoires ; ensuite on personnalise le leadership pour que tout ce qui est « bon » pour le PDG soit automatiquement considéré comme bon pour le pays ; là-dessus, on décrète que « gagner » est le seul but quels que soient les gagnants et les perdants de l'opération (du moment qu'on gagne soi-même, s'entend) ; et enfin on se proclame infaillible puisqu'on est riche. Puis le jour où on en a assez de gérer tout ce bazar, on déclare la société en faillite (la société, comprendre : le pays), on retranche les pertes de sa déclaration d'impôts et de sa mémoire immédiate et on traite de losers pitoyables les lampistes de l'affaire. Le modèle de l'entreprise élevé au rang d'une philosophie politique porte un nom, c'est la marchandisation de la démocratie américaine.

Depuis que Donald Trump est président, mon intérêt pour l'actualité de mon pays a beaucoup baissé. Je lis les journaux avec moins d'attention, j'écoute les nouvelles du soir d'une oreille distraite. La succession de calamités évoquées plus haut me reste en travers de la gorge ; j'ai du mal à y croire. La réalité s'écrit désormais avec des guillemets. Comme à la télé. Quel opium s'insinue dans tout désastre ! Comme l'a écrit le philosophe Ralph Waldo Emerson (1803-1882), « *le phénomène paraît terrifiant le temps qu'on s'en approche sauf qu'en définitive, on ne s'y frotte pas sur du rugueux mais sur du labile et du visqueux qui n'offre aucune prise. Lorsque nous tombons sur une idée, notre chute est moelleuse* ». L'idée du désastre ne retient pas notre attention autant qu'on pourrait le croire.

Je ne dois m'en prendre qu'à moi-même, bien entendu. Mon erreur est celle-là même qui a mis le pays dans le pétrin il y a un an. Nous, gens de gauche, avons tendance à dormir sur nos deux oreilles tant nous sommes sûrs d'avoir raison, sûrs que les clowns ne sauraient accéder à la présidence. Preuve que si, pourtant : nous en avons mis un au pouvoir, où il gambade et folâtre tout son soûl en faisant des ravages.

Les Américains manifestent depuis toujours un désintérêt et une méconnaissance du

ÉVALUER LES CHANGEMENTS QUE DONALD TRUMP A IMPOSÉS À L'AMÉRIQUE ET AU MONDE N'EST PAS DIFFICILE ; EN DIX MOIS, IL A REMIS LES ÉTATS-UNIS SUR UNE VOIE QUI RAVAGERAIT LA PLANÈTE À TERME

gouvernement, fédéral en particulier. Les plus progressistes d'entre nous eux-mêmes préféreraient qu'il se fasse discret et les entrave le moins possible – sans exclure toutefois qu'il entrave d'autres, ceux qui ont tort sur tout et qu'il faut tenir à l'œil.

La vie, la liberté, la recherche spontanée du bonheur, ces avantages nous sont garantis par la Déclaration d'indépendance, non ? Alors ayez l'obligeance de reculer, que je puisse les revendiquer pour mon compte. Les progressistes se révèlent finalement assez peu différents de l'extrême droite sur la question du gouvernement. Simplement, nous ne fermons pas les yeux sur les mêmes faits.

LES CLOWNS AU POUVOIR !

Le président Trump aggrave la dangerosité de cette incurie congénitale en saturant le paysage politique de mensonges éhontés : il a remporté le vote populaire (eh non) ; il va assurer la meilleure protection sociale de tous les temps (tiens donc) ; la fraude électorale est un mal endémique chez nous (ah bon ?) ; Donald Trump est un type génial (mais un cinglé aux manettes). La classe moyenne va faire un carton en or avec la nouvelle fiscalité, et puis tiens, au fait, le réchauffement climatique est un canular, les musulmans détestent les Américains et Obama est né au Kenya. Or, ces contrevérités font l'effet d'un éteignoir sur la curiosité de certaines populations, et ces « certaines populations », c'est nous.

De là à se demander si tel ou tel aspect de la folie Trump a une importance quelconque, il n'y a qu'un pas. Nous, les Américains, sommes entrés dans une phase ingrate de la sinusoidale démocratique, et nous attendons de savoir si c'est important et en quoi. Comme si,

peut-être, quelqu'un allait nous le dire. Il y a d'ailleurs gros à parier que quelqu'un nous le dise. On aurait pu croire que certaines valeurs avaient encore cours sous la présidence Obama, la probité, la dignité, la reconnaissance de la faillibilité humaine, le désir de saisir la vérité aux cheveux plutôt que les femmes par ou vous savez.

Mais enfin, bon sang, si elles comptaient tant que ça, comment en est-on arrivé à ce retournement total du jour au lendemain ? Peut-être que, finalement, il n'est pas si grave que le président soit un menteur infantile, qu'il se leurre, qu'il soit inepte, mesquin, nocif, voire trahisse tranquillement son pays. Peut-être que le masque de la fonction ne cache qu'un vide intégral, auquel cas, après tout, l'endosse qui voudra. Les clowns au pouvoir !

Quoique la chose n'apparaisse pas toujours derrière sa façade d'hypernationalisme, l'Amérique est un pays qui cherche à se redéfinir. On peut attribuer cette caractéristique à un optimisme protéiforme et régénérant – une force sans repos – mais il est également permis d'y voir l'expression d'une insécurité portant sur ce que nous sommes, nous estime de nous-mêmes et des autres (qui pourrait être meilleure, semble-t-il). L'étendue de notre territoire à elle seule tendrait à faire penser qu'une identité nationale cohérente est une gageure, entre ces Etats et leurs frictions permanentes et ces immigrants qui affluent sans qu'on s'en aperçoive ou presque.

Encore faut-il ajouter que nous préférons ignorer notre histoire inconfortable au nom de tout de qui est neuf et qui brille. Plus la vie devient complexe aux Etats-Unis, plus notre incurie naturelle nous induit à une « chute moelleuse » sur l'idée qu'on s'en fait, et plus les déclarations complaisantes, mensongères du démagogue sur « ce que nous sommes » risquent de se fondre dans la langue nationale. Alors, tels ces gosses que leurs parents laissent fréquenter des gens peu recommandables, nous en arrivons à ne plus reconnaître la vérité qui nous crève les yeux, et c'est là que nous nous égarons pour de bon. ■

(Traduit de l'anglais par Josée Kamoun)



Richard Ford est romancier. Il est notamment l'auteur d'« *Indépendance* » (L'Olivier, 1996), pour lequel il a reçu le prix Pulitzer. En 2013, il est lauréat de l'Andrew Carnegie Medals for Excellence in Fiction et du prix Femina étranger pour son roman « *Canada* » (L'Olivier 2013). Son dernier livre, « *Entre eux* », est paru en 2017 (L'Olivier, 192 pages, 19,50 euros)

Naomi Klein dénonce les « ploutocrates » de la Maison Blanche

Le livre

Il faut lui reconnaître une étonnante faculté de prémonition. Dans son premier livre, *No Logo* (Actes Sud, 2001), Naomi Klein avait très tôt mis le doigt sur la « tyrannie des marques » (sous-titre de l'édition française) et détecté ce transfert de focalisation de l'Etat vers les grandes entreprises. Avec *La Stratégie du choc* (Actes Sud, 2008), qui fut également un best-seller, elle soulignait les méthodes employées par les gouvernements et les forces du marché lors des crises, notamment celle de 2008, pour étendre leur emprise sur la société.

Tout peut changer (Actes Sud, 2015), son essai peut-être le plus radical, après, là aussi, cinq années de réflexions, rend compte avec une acuité peu commune de la crise existentielle que traverse l'humanité alors que son modèle économique est entré en guerre contre la vie sur Terre. Trois livres-manifestes donc, érigés en idiome officiel des altermondialistes et de la gauche contestataire.

Avec son nouvel ouvrage, *Dire non ne suffit plus*, la journaliste américano-canadienne change de braquet. Ici, pas de récit fleuve, pas d'exploration ontologique, pas de tâtonnement théorique, mais un texte court, pragmatique, dirigé exclusivement contre une cible unique : Donald Trump et ce qu'il représente. Ici, Naomi Klein s'attaque aux raisons structurelles de sa victoire, aux premiers mois chaotiques de sa « bande de ploutocrates impénitents » à la Maison Blanche, aux remèdes aussi et à la façon de s'opposer à cette présidence au potentiel, à ses yeux, hautement toxique.

A peine cinq mois ont été nécessaires à l'écriture de ce livre. L'urgence de la situation, assurément. Une manière aussi de rappeler que toutes les forces chroniquées et analysées par l'auteure depuis deux décennies se retrouvent dans l'ascension de cette créature de « Frankenstein », ce monstre, comme elle

dit, « constitué de ce corps d'idées délétères ».

REMOBILISER LES TROUPES À GAUCHE

La force de Naomi Klein est de nous rappeler que « Trump ne constitue pas une rupture, mais au contraire le point culminant – la fin logique, en quelque sorte –, des histoires dangereuses que [la culture américaine] colporte depuis longtemps ». Elle en dresse la liste : « Que l'avidité est bonne. Que le marché domine. Que l'argent est ce qui importe dans la vie. Que l'homme blanc est meilleur que le reste. Que la nature existe pour être pillée. Que les plus vulnérables méritent leur sort et que les 1% [les plus riches] méritent leurs tours dorées. Que nous sommes, enfin, entourés de dangers et que nous ne devrions nous concentrer que sur celui qui nous menace directement. »

Nous y sommes. Naomi Klein redoutait l'avènement d'un homme politique tel que Trump, un homme devenu « une mégamarque » à lui seul et le porte-drapeau des ultrariches. L'état de crise permanente qui caractérise son début de mandat n'est pas à mettre sur le compte de son incompétence ou de son impréparation. Elle voit là quelque chose de plus vil à l'œuvre : la volonté délibérée de générer des crises successives propres à donner le tournis. L'objectif est simple : profiter de la confusion afin d'appliquer un programme radical.

Mais la présidence Trump peut également créer un contexte favorable pour la gauche de la gauche, car la menace ne manque pas de remobiliser les troupes. La question est alors de savoir comment transformer en victoires politiques l'effervescence des mobilisations populaires. La gauche contestataire mène à ce sujet de vastes débats sur la stratégie à employer, et, avec ce livre, Naomi Klein montre sa volonté d'y prendre part.

En France, Jean-Luc Mélenchon s'est fait l'incarnation du populisme de gauche, qui s'appuie sur une dialectique d'opposition radicale à « l'oligarchie ». Il s'inspire des thèses de la

philosophe belge Chantal Mouffe, qui estime que ce populisme doit s'appuyer sur les mobilisations de terrain (par exemple, les mouvements LGBT, anticapitalistes, contre les violences policières, les syndicats) afin de former une large coalition. Mais à cette horizontalité, il faut ajouter la verticalité : le mouvement doit s'incarner à travers un parti et un dirigeant capable de s'adresser à tous dans l'espoir de gagner des élections. Cette stratégie a montré ses limites lors de la présidentielle, mais elle a du moins le mérite d'inciter à s'engager dans le débat politique.

Naomi Klein se revendique aussi du populisme, mais sans envisager cette verticalité. Pour sortir d'une position défensive, qui se contenterait de dire non, elle propose de définir un « oui » à un nouveau projet de société. Ce oui repose sur le besoin de « tisser des liens » que ressentent les citoyens déboussolés par le choc que subit leur pays. La journaliste militante croit donc nécessaire d'en passer par un moment « thérapeutique » pour ensuite construire un programme de revendications citoyennes. Elle a d'ailleurs mené une expérience de ce type au Canada, où elle réside, dans les mois qui précédèrent les élections générales de 2015. Elle raconte ainsi comment elle a participé à l'élaboration d'un manifeste avec des militants et des mouvements de différents horizons, dans l'objectif de faire front commun. Les propositions étaient audacieuses, même si la réception par la presse ne fut guère à la hauteur des attentes. Néanmoins, ce « chantier collaboratif » a permis de refonder les méthodes de travail, sur la base des principes de « réciprocité » et de « protection », ce qui constitue, selon elle, l'« arme la plus précieuse ».

Naomi Klein insiste sur la création d'une forte solidarité interne, mais s'abstient de toute réflexion sur la conquête du pouvoir. Elle donne ainsi l'impression de ne pas se préoccuper de la préservation des institutions démocratiques que Donald Trump menace. ■

MARC-OLIVIER BHERER ET NICOLAS BOURCIER



DIRE NON NE SUFFIT PLUS

de Naomi Klein,
Actes Sud, 305 pages,
21,80 euros